



Evaluations CP janvier 2020

C'est nous qui enseignons ! C'est nous qui évaluons !

NON aux évaluations imposées !

Depuis trois sessions déjà, les professeur-es des écoles continuent d'affirmer leur mécontentement face à ces évaluations imposées. Les organisations syndicales continuent à s'interroger sur leur finalité. Elles craignent toujours un étiquetage précoce et une volonté renforcée de piloter par les résultats. Cela entraîne une modification des pratiques enseignantes préjudiciable aux élèves les plus fragiles et une défiance à l'égard du professionnalisme des collègues.

L'expérience a bien prouvé que les items des évaluations sont inadaptés aussi bien dans leur contenu que dans leur organisation. Avec le traitement et l'analyse automatisés des résultats, le Ministère, une fois de plus, remet en cause le professionnalisme des enseignant-es en les dépossédant de la conception de leurs outils et en les réduisant à un rôle d'exécutant-e. L'an dernier, les enseignant-es parisien-nes ne s'y étaient pas trompés-es puisque près d'un tiers avait refusé de les faire passer et/ou d'en remonter les résultats. De manière inédite, l'Académie n'avait pas tardé à mettre en œuvre les menaces de sanctions du Ministère. Seule la mobilisation des enseignant-es et des enseignants avec leurs organisations syndicales dans l'unité avait permis de faire lever ces menaces.

Ces évaluations standardisées ne permettent pas aux enseignant-es de s'adapter aux réalités de leurs élèves. En excluant toute remédiation issue des RASED, elles n'apportent aucune réponse pertinente aux besoins identifiés.

De plus, le traitement des résultats mené par le Ministère depuis l'année dernière nous a bien prouvé que ces évaluations nationales imposées avaient pour seul but d'appuyer la communication politique du gouvernement. Les organisations syndicales s'interrogent aussi sur l'utilisation qui pourrait être faite des résultats autre que pour favoriser la réussite des élèves (allocation des moyens du type RASED, mise en concurrence des écoles, assignation à la maternelle d'une mission réduite à une préparation étriquée à l'école élémentaire, rémunération au mérite...) Elles s'inquiètent aussi de savoir que les données des élèves soient actuellement gérées par une entreprise prestataire de l'Éducation nationale et stockées sur les serveurs d'Amazonwebservice.

Elles appellent donc les enseignant-es à en débattre dans les AG d'arrondissements pour organiser collectivement les actions et le rapport de force politique pour contrer les « évaluations nationales ». En plein mouvement pour le retrait de la réforme des retraites où la détermination des enseignant-es parisien-nes n'est plus à démontrer, d'autres sujets de mécontentement persistent : méthode de gouvernance verticale de l'école, métier enseignant réduit à une fonction d'exécution, dégradation des conditions de travail, pseudo-réflexion sur la direction d'école, hypothétique revalorisation salariale individualisée et conditionnée à une refonte du métier et à des missions supplémentaires.

L'intersyndicale parisienne, comme l'année dernière, demande le retrait de ces évaluations et soutiendra les collègues qui auront fait le choix de s'opposer à ces évaluations (en ne faisant pas passer toute ou partie, en les anonymant ou en ne saisissant pas les résultats) et invitent les collègues à contacter les organisations syndicales.